

Le PS interroge les internautes: novateur mais pas sans danger

Consultation Le parti met cinq initiatives populaires au concours, notamment sur le Net. Quatre mille internautes ont déjà répondu. Ce procédé participatif novateur comporte-t-il des risques?

Valentine Zuber, Berne

En six semaines, 4000 internautes ont répondu à l'appel du pied du PS. Et voté, sur le site internet de ce dernier, pour l'initiative populaire que le parti devrait à leurs yeux lancer l'an prochain, parmi un panel de cinq projets. Le procédé est inédit: le 16 juin, le PS décidait de mettre au concours, d'ici à la fin d'août, auprès de ses militants et sympathisants, cinq thèmes allant de l'AVS aux énergies renouvelables, en passant par l'introduction d'un salaire minimum. A l'issue de cette consultation sur le Net (site, blog, Facebook), mais aussi via les sections cantonales et par courrier, le comité directeur proposera aux délégués de s'accorder, le 17 octobre, sur le lancement d'un seul, voire deux, de ces projets.

Intéressant, mais...

«Quatre mille internautes à ce jour, cela remplit pleinement nos attentes», se félicite Peter Lauener. Le secrétaire général adjoint du PS confirme que la procédure constitue une première pour le parti. Pour l'heure, sur le Net, la préférence des votants va – surprise? –

clairement au projet d'initiative le plus écolo du paquet (30% des voix). Soit à la création de nouveaux emplois grâce à des investissements dans les énergies renouvelables. La proposition d'un salaire minimum de 3500 francs et celle d'un congé parental partagé arrivent en deuxième et troisième position. Enfin, la retraite après 40 ans de cotisations et une nouvelle imposition sur les successions ne séduisent, chacune, qu'un dixième des votants.

Dans quelle mesure le PS tiendra-t-il compte du vote sur internet? Pour Sami Coll, spécialiste des nouvelles technologies à l'Université de Genève, tout l'enjeu est là. Car la consultation «en ligne», souligne le sociologue, comporte des risques. «Au niveau technique, il n'y a pas de vérification sérieuse de l'identité des votants. On peut par exemple voter plusieurs fois. Il existe également un risque de confusion: s'agit-il pour le parti d'interroger ses militants ou de recruter de nouveaux sympathisants en utilisant un mode de communication branché et novateur?», s'interroge le chercheur.

Pour Sami Coll, en lançant le débat sur son site et sur Facebook,

le PS essaie peut-être de se donner une image plus dynamique, plus jeune. «En soi, cette démarche est intéressante. Mais elle pose un problème de mélange des genres.» Car Facebook, poursuit le spécialiste, n'appartient pas au registre institutionnel. «Et la politique n'est pas un jeu. Il ne s'agit pas, ici, d'organiser un botellón, mais de se prononcer sur des projets d'initiatives populaires. L'opération, à caractère expérimental, ne se révélera donc pas forcément bénéfique», conclut Sami Coll.

«Réactions positives»

Georg Lutz, politologue à l'Université de Lausanne, se montre lui aussi sceptique vis-à-vis de la démarche participative lancée par le PS. «Le fait que les militants aient l'impression de participer à la décision est certes positif», relève le chercheur de la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales. «Toutefois, poursuit Georg Lutz, le rôle d'un parti politique est précisément de donner des impulsions, une direction. En ce sens, estime le politologue, cette consultation peut donner l'impression que le parti ne sait pas quoi proposer lui-même.»

Du côté du PS, on indique toutefois avoir reçu de nombreuses «réactions positives» au sujet du procédé imaginé par la direction du parti, indique Peter Lauener. «Certes, nous ne savons pas si le profil des internautes correspond à celui de notre base. C'est évidemment à nos militants et sympathisants que nous nous adressons en premier lieu. Mais nous ne souhaitons pas verrouiller l'accès au vote par Internet à un cercle plus large de personnes», explique Peter Lauener.

Doit-on s'attendre, à ce jour, au lancement de la proposition d'initiative la plus écolo? Rien n'est encore joué, concède le secrétaire général adjoint du PS, qui souligne au passage que le projet sur la création d'emplois «n'est pas seulement vert, mais également social». La consultation via Internet, note Peter Lauener, «constitue un indice important à nos yeux, mais ne sera pas décisive à elle seule. Nous nous baserons aussi sur les centaines de courriers reçus et les prises de position des sections cantonales. D'ailleurs, nous verrons, au final, si le choix des internautes correspond à celui des partis cantonaux.»

Simonetta Sommaruga priée de se taire

Polémique L'industrie pharmaceutique avait déposé plainte suite aux déclarations de l'élue

ATS

Les consommateurs et l'industrie pharmaceutique entrent partiellement la hache de guerre. Un accord extrajudiciaire prévoit que l'organisation allemande de protection des consommateurs (SKS) s'abstiendra à l'avenir de faire certaines déclarations sur des entreprises étrangères.

La SKS et sa présidente, la conseillère aux Etats Simonetta Sommaruga (PS/BE), ne pourront ainsi plus dire publiquement que les entreprises pharmaceutiques étrangères n'offrent pas d'emplois en Suisse ni n'y paient d'impôts, a indiqué dimanche Simonetta Sommaruga, confirmant une information du *SonntagsBlick*.

Cet arrangement date du 9 juillet et a déjà été évoqué dans plusieurs médias. Dans le journal dominical, Simonetta Sommaruga a pris position pour la première fois. Elle a confirmé la plainte déposée par l'Association des entreprises pharmaceutiques de Suisse (vips), qui accuse la socialiste d'avoir induit l'opinion publique en erreur par des affirmations contraires aux faits.

La vips avait demandé une mesure superprovisoire pour faire entendre avec effet immédiat les affirmations de Simonetta Sommaruga, mais le juge a refusé

cette requête, a précisé la conseillère aux Etats. Les deux parties ont ensuite trouvé un arrangement extrajudiciaire et la vips a retiré sa plainte.

«Manœuvre de diversion»

La plainte se référait à une lettre de la SKS datée de la mi-juin, signée par Simonetta Sommaruga, dans laquelle l'organisation écrivait que les entreprises pharmaceutiques ayant leur siège principal à l'étranger ne créaient pas d'emplois en Suisse ni n'y payaient d'impôts.

«Je n'ai induit personne en erreur de manière consciente», dit Simonetta Sommaruga dans un entretien avec le *SonntagsBlick*. «Je m'irrite surtout du fait que j'ai fait une déclaration qui aurait dû être précisée.»

Selon la présidente de la SKS, la phrase litigieuse ne se rapportait qu'aux coûts de fabrication des médicaments importés de l'étranger.

Il appartient maintenant au public de faire la différence entre une déclaration isolée et son engagement durant des années en faveur de la protection des consommateurs. «Le fait de jouer maintenant avec ma personne est une manœuvre de diversion du lobby pharmaceutique», dit la présidente de la SKS.

La Grande Dixence, une épopée et ses héritières

Valais Gerta Mayoraz et Marie-Louise Sierro racontent la condition féminine des années 1950 alors que les hommes construisaient le barrage

Ce barrage, ce colosse de béton, cet insolent monstre cinquantenaire qui barre la route du promeneur dans le val des Dix, à une encablure du village d'Hérémence, c'est leur ouvrage à elles. A elles aussi.

Gerta Mayoraz et Marie-Louise Sierro, que nous rencontrons sur un balcon voisin de la Dent Blanche, un lendemain d'orage, elles et toutes les autres femmes d'ouvriers qui participèrent à l'épopée de la Grande Dixence ne le diront pas ou avec leurs mots: elles le chérissent ce barrage.

La Grande Dixence, signa rien d'autre que le grand saut de l'agro-pastoralisme à l'industrialisation dans le Val d'Hérens. Il enleva aux dames leurs époux pour le temps du chantier (débuté en 1951, il se termina en 1965). En contrepartie, il draina le premier argent liquide dans la vallée, engendra des révolutions en cascade.

L'ombilic

Comment pourrait-il ne pas être devenu un objet de culte? «Mon mari et moi, on y monte deux ou trois fois par année», avoue Gerta. «On va respirer l'air de la Grande Dixence. Vous ne vous rendez pas compte, la valeur que ça a le fond de la vallée...»

Ce lien ombilical entre un édifice de tous les records et un village réservoir d'ouvriers, la Maison du Patrimoine du Val d'Hérémence a voulu le pérenniser. Une étude conduite par l'association donne – pendant qu'il en est encore temps – la parole aux femmes si souvent restées en dehors de «l'histoire officielle». Il en ressort une exposition et un livre de témoignages bruts et poignants signé Marie-France Vouilloz Burnier, assorti d'un DVD de la réalisatrice valaisanne Anne Zen-Ruffinen.*

A près de 80 ans, mais avec l'esprit affûté de leurs 20 ans,

Gerta et Marie-Louise épluchent le *Choucas*, journal d'époque des employés de Grande Dixence S.A. On défait ensemble l'album de ces rudes années.

Pendant que leurs hommes, Gérard et Albert, suaient sang et eau sur le chantier – ils restaient généralement deux semaines, parfois jusqu'à un mois sans redescendre à la maison – pendant qu'ils traversaient les hivers impitoyables, comme en 1953 «quand ils sortaient les mains de leurs poches et que les clous leur restaient collés à la peau», les femmes, elles, s'occupaient du reste. Tout le reste.

Savoir tout faire

C'est ce qu'on retient d'abord de ces temps-là: la propension des Héremensardes à savoir tout faire, à devoir savoir tout faire. Leur quotidien: le bétail, les champs, le suivi scolaire, la tenue du ménage. «C'était: debout à 5 heures du matin. Au pas de course pour soigner les vaches, porter le lait à la laiterie. Faire les tartines, envoyer les enfants à l'école. On aurait dit qu'il n'y avait que le travail qui comptait», raconte Marie-Louise.

Pour l'éducation des enfants, les deux femmes disent n'avoir jamais rompu le lien avec leur époux respectif. Gerta: «Il participait. Mais je ne disais jamais: «Vous aurez affaire à papa.» J'assumais. J'étais sévère. Un peu trop, peut-être. Maintenant des fois je me culpabilise...» Comment le barrage leur a-t-il rendu leur mari? «Les nôtres étaient gentils, mais certains hommes ici étaient... rudes. Sur le chantier, les Italiens les ont peut-être inspirés pour se comporter avec les femmes. Ça les a... civilisés?»

Egrainer ensemble ces temps difficiles, que si lissent dans les photos jaunies, c'est aussi, dignement, se rappeler un quotidien

fait de solidarité. «Au village, on vivait unies, on se rendait service. On se mettait à deux femmes pour tirer le char à foin, il n'y avait pas de mulets. Et puis, on terminait le champ de la voisine si la pluie s'annonçait.»

L'humeur se fait belle aussi pour raconter tout ce que le barrage a changé, sur le plan matériel. Avant le chantier, «on vivait chichement». A l'époque, un menuisier formé sur le tas gagnait 2,30 fr. de l'heure. «L'argent du barrage», les primes à l'avancement, pour travaux de nuit ou en haute montagne, ira à l'amélioration du confort.

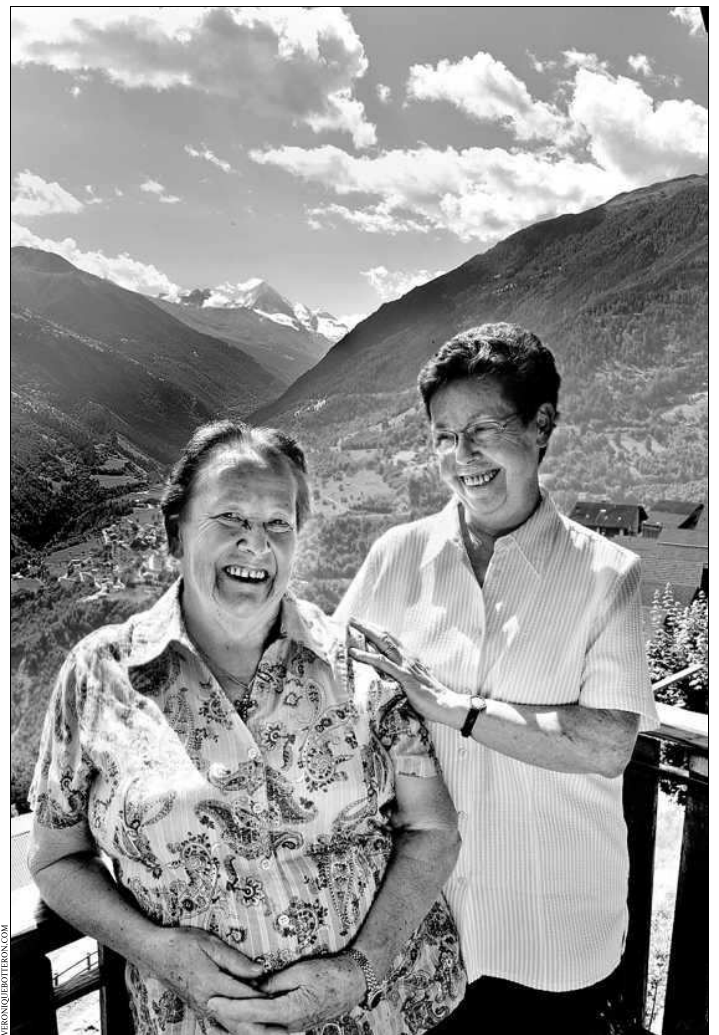
«L'amélioration des conditions d'hygiène, c'est peut-être la première chose que ça nous a apportée», concède Gerta qui se souvient de la campagne «baignoires» menée par l'action catholique. «On n'avait pas de salles de bains, avant ça...» Vinrent aussi les potagers pour remplacer les latres.

Brûler les billets de banque

Tout le monde ne le vécut pas aussi bien: «Il y en a qui dépendaient tout ce qu'ils avaient dans l'alcool...» Que dire alors de cet émergumène qui, un jour de nouba, brûla un billet de 100 francs en public en se gausant que «des comme ça, y'en avait assez?»

Dans le sillage des facilités matérielles, les retombées du barrage faciliteront, par la suite, l'accès des enfants à la formation. Comme une récompense à tant d'années d'abnégation que Marie-Louise Sierro résume avec insistance et en jetant un regard complice vers sa cousine.

«On avait tellement trîmé qu'on espérait qu'ils pourraient faire autre chose. Nous, on aurait aimé étudier mais... nous souhaitions on pouvait se les garder pour nous.» **Xavier Filliez**



Marie-Louise Sierro (à g.) et Gerta Mayoraz. «Au village, on vivait unies, on se rendait service». HÉRÉMENCE, 24 JUILLET 2009

* L'exposition «Le vêtement féminin dans une économie alpine en mutation» est visible à la salle bourgeoise de Hérémence jusqu'au 23 août prochain, du mercredi au dimanche, de 14h30 à 17h30.

«A l'ombre de la Dixence. Vie quotidienne des femmes dans l'Arc alpin», Editions Monographic, Sierre.